



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-D'anjou, le 13 novembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**JERREL**

ZONE ARTISANALE LA PROMENADE

—

49360 La Plaine

Références : 2025-478\_JERREL\_INSP\_RAP  
Code AIOT : 0100296337

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2025 dans l'établissement JERREL implanté ZA la promenade – 49360 LA PLAINE. L'inspection a été annoncée le 08/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette première visite s'inscrit dans un contexte de plainte d'un riverain pour nuisances sonores. Après investigation, il s'avère que la société JERREL non classé ICPE jusqu'alors est en fait un établissement classé sous le régime de la déclaration. La visite intervient après régularisation de la situation administrative le 22 juillet 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- JERREL
- ZA la promenade – 49360 LA PLAINE
- Code AIOT : 0100296337

- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société JERREL basée sur la commune de La Plaine est spécialisée dans la fabrication de portails, portillons et clôtures. Elle comporte une installation de travail mécanique des métaux (régime DC), de traitement de surfaces (régime DC), d'application de peinture (régime DC) et de stockage de Fluor (régime D).

#### **Contexte de l'inspection :**

- Plainte
- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Bruits et vibrations

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Bruit	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Art. 2, Annexe 1, point 8.1 et 8.4	Demande d'action corrective	30 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 16/10/2007, article Art. R. 511-9 et son Annexe + R 512-47	Sans objet
2	Contrôle périodique	Code de l'environnement du 09/12/2015, article Art. R.512-58 1er et 4e alinéas + Art. R.512-57 du code de l'environnement + AM du 27/07/2015 + AM du 30/06/1997 + AM du 02/05/2002	Sans objet
4	Fourniture FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article Art. 31.1.a)	Sans objet
5	Coordonnées fournisseur FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II - 1.3	Sans objet
6	Utilisations identifiées pertinentes FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article Art. 37.5.a)	Sans objet
7	Méthodes de traitement des déchets FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article Art. 37.5.a)	Sans objet
8	Stockage de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article Art. 2, Annexe 1, point 2.10 + point 3.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A la suite de la visite d'inspection du 24 septembre 2025, des documents sont attendus concernant les émissions sonores faisant suite à la détection d'un point de non-conformité lors de la campagne de mesure d'octobre 2025. L'inspection appuie aussi sur le fait qu'il appartient à l'exploitant d'identifier les causes des dépassements et de prendre les actions nécessaires afin de retrouver des niveaux acoustiques conformes.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/10/2007, article Art. R. 511-9 et son Annexe + R 512-47
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Déclaration des installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Art. R. 511-9 du Code de l'environnement :</u>  Nomenclature - Rubrique 2940 : Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. 3. Lorsque les produits mis en oeuvre sont des poudres à base de résines organiques, la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en oeuvre étant : a) Supérieure à 200 kg/ j (E) <b>b) Supérieure à 20 kg/ j, mais inférieure ou égale à 200 kg (DC)</b>  Nomenclature - Rubrique 2560 : Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant: 1. Supérieure à 1000 kW (E) <b>2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1000 kW (DC)</b>  Nomenclature - Rubrique 2565 : Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro- abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. 1. Lorsqu'il y a mise en oeuvre : a) De cadmium (E) b) De cyanures, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200 l (E) 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1500 l (E) <b>b) Supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1500 l (DC)</b> 3. Traitement en phase gazeuse ou autres traitements (DC)

<p>4. Vibro-abrasion, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200 l (DC)</p> <p><u>Nomenclature - Rubrique 4713 :</u>  Fluor (numéro CAS 7782-41-4).  La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :  1. Supérieure ou égale à 10 t (A-1)  <b>2. Supérieure ou égale à 100 kg mais inférieure à 10 t (D)</b></p> <p><u>Art. R. 512-47 du Code de l'environnement :</u>  La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a réalisé en date du 22 juillet 2025 une télédéclaration de ses installations de travail mécanique des métaux (rubrique 2560) avec une puissance maximum de l'ensemble des machines de 202 kW (régime DC), de traitement de surfaces (rubrique 2565 2.b) avec un volume de cuve de 429 L (régime DC), d'application de peinture (rubrique 2940 3.b) à 106 kg/jour (régime DC) et de stockage de Fluor (rubrique 4713) avec un volume de 395 kg (régime D).  L'établissement est en conformité réglementaire sur sa situation administrative.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Contrôle périodique

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 09/12/2015, article Art. R.512-58 1er et 4e alinéas + Art. R.512-57 du code de l'environnement + AM du 27/07/2015 + AM du 30/06/1997 + AM du 02/05/2002</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Contrôles périodiques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Art. R. 512-58 1er et 4e alinéas du Code de l'environnement :</u>  Pour chaque catégorie d'installations, des arrêtés pris en application de l'article L. 512-10 fixent les prescriptions sur le respect desquelles porte le contrôle périodique et définissent celles dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1.  [...]  <b>Le premier contrôle d'une installation a lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service.</b></p> <p><u>Art. R. 512-57 du Code de l'environnement :</u>  <b>La périodicité du contrôle est de cinq ans maximum.</b> Toutefois, cette périodicité est portée à dix ans maximum pour les installations dont le système de " management environnemental " a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 par un organisme de certification accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi par la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation " ou " EA ").</p> <p><u>Art. 2, Annexe 1 point 1.1.2 de l'AM du 27/07/2015 (rubrique 2560) :</u>  L'installation est <b>soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés</b> dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.</p>

Art. 2, Annexe 1 point 1.1.2 de l'AM du 30/06/1997 (rubrique 2565) :

L'installation est **soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés** dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.

Art. 2, Annexe 1 point 1.1.2 de l'AM du 02/05/2002 (rubrique 2940) :

L'installation est **soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés** dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.

**Constats :**

Les installations ayant fait l'objet d'une télédéclaration le 22 juillet 2025, le premier contrôle périodique prévu par le code de l'environnement est à réaliser avant le 22 janvier 2026.

L'exploitant a fourni le 26/09/2025 un extrait d'échange de mail démontrant qu'il est en phase de consultation en vue de réaliser ce contrôle dans les prochains mois.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Bruit**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Art. 2, Annexe 1, point 8.1 et 8.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bruit et vibrations

**Prescription contrôlée :**

Point 8.1 :

[...]

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée, au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.  
[...]

**Point 8.4 :**

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée **un an au maximum après la mise en service de l'installation**. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

**Constats :**

La visite de septembre 2025 est motivée par une plainte de riverain dénonçant depuis mars 2025 des nuisances sonores provenant du site de la société JERREL.

L'exploitant a fait réaliser les 18 et 19 septembre 2025 une première campagne de mesure du niveau de bruit et de l'émergence. Les résultats ont été communiqués le 3 novembre 2025.

Le premier contrôle a bien été effectué conformément au délai d'un an après la mise en service.

Le rapport d'octobre 2025 conclut à la conformité de l'intégralité des points de mesure en limite de propriété, aussi bien en période nocturne que diurne, mais à la présence d'une non-conformité sur l'un des deux points à émergence réglementée, à savoir le point ZER2. Une émergence de 7,5 dB(A) au lieu de 4 dB(A) est en effet constatée en période nocturne sur ce point.

Le rapport précise cependant qu'en prenant en compte l'émergence entre le résiduel et l'ambiant en période nocturne sur une période présentant le même environnement sonore (05h00 à 06h00 pour le résiduel nuit et 06h00 et 07h00 pour l'ambiant de nuit) on constate que l'émergence du point de mesure ZER2 n'excède pas les 4 dB(A) autorisés en période nocturne (émergence de 3,5 dB(A) constatée).

Le rapport précise aussi que les tonalités marquées détectées lors des mesures du bruit ambiant apparaissent moins de 30% du temps d'activités des installations.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**→ Il appartient à l'exploitant d'identifier les causes des dépassements et de prendre les actions nécessaires afin de retrouver des niveaux acoustiques conformes.**

**Un plan d'action portant sur le point ZER2, identifié non-conforme en période nocturne, est attendu.**

Il est aussi rappelé à l'exploitant que l'installation de travail des métaux doit être exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne

susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Ainsi, une vigilance particulière est demandée à l'exploitant concernant la durée d'ouverture du portail de la partie nord du bâtiment A qui doit être refermé dès que possible lorsque des nuisances sonores sont susceptibles d'être émises.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N° 4 : Fourniture FDS

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article Art. 31.1.a)
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II : a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008
<b>Constats :</b>  Deux produits sont utilisés pour le traitement de surface, le SurTec 490 et le SurTec 640. Les FDS de ces deux produits acides ont été transmises par mail en date du 26 septembre 2025 (FDS respectivement version du 20/01/2011 et 21/11/2011). Les FDS sont rédigées en français conformément à la réglementation en vigueur.  Il est toutefois constaté que l'identification des dangers est encore décrite en phrase de risque et non en mention de danger. Ce système n'est plus applicable conformément au règlement CLP et ce depuis le 1 <sup>er</sup> juin 2017 (fin de la dérogation d'application).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de veiller à ce que ses fournisseurs lui transmettent des FDS à jour. La transmission des deux FDS Surtec à jour est attendue.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Coordonnées fournisseur FDS

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II - 1.3
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Identification du responsable de la mise sur le marché de la substance ou préparation établi dans la Communauté, qu'il s'agisse du fabricant, de l'importateur ou du distributeur. Fournir l'adresse complète et le numéro de téléphone de ce responsable ainsi que le courriel de la personne chargée de la fiche de données de sécurité. [...]



<p><b>Constats :</b></p> <p>Les fiches des produits SurTec 490 et Surtec 640 comprennent l'identification du fournisseur avec adresse postale complète, numéro de téléphone et l'identification d'une personne compétente (adresse mail).</p> <p>Les fiches des produits sont conformes sur ce point.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Utilisations identifiées pertinentes FDS**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article Art. 37.5.a)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiche de données de sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les utilisations du produit prévues pour la fiche du SurTec 490 sont : « Traitement de surface de métaux, Dégraisseur ». Celles précisées sur la fiche du SurTec 640 sont « Conversion chimique, Produit de conversion sans chrome de l'aluminium ».</p> <p>Malgré une définition approximative de l'usage des produits, celui-ci est bien déterminé en rubrique 1.</p> <p>L'exploitant respecte l'usage indiqué.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Méthodes de traitement des déchets FDS**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article Art. 37.5.a)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Produits chimiques, Fiche de données de sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il est indiqué dans la fiche du produit SurTEc 490 que le liquide doit faire l'objet d'un traitement spécial conformément aux prescriptions légales. Il est aussi indiqué que le code déchet à considérer est susceptible d'être le 11 01 13* (déchets de dégraissage contenant des substances dangereuses), le 11 01 98* (autres déchets contenant des substances dangereuses) et/ou le 16 03 03* (déchets d'origine minérale contenant des substances dangereuses).</p>

Via Trackdéchets, l'inspection a observé en 2024 l'évacuation de près de 42 tonnes de produit considéré sous le code déchet 11 01 13\* (déchets de dégraissage contenant des substances dangereuses). Ces quantités correspondantes bien aux volumes annuels d'effluents évacués à la suite du traitement par l'évaporateur des produits utilisés dans l'installation de traitement de surface.

Ces données sont cohérentes avec les recommandations de la FDS.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Stockage de produits dangereux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article Art. 2, Annexe 1, point 2.10 + point 3.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles

**Prescription contrôlée :**

Point 2.10 :

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

[...]

Point 3.3 :

[...]

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter, en caractères très lisibles, le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

[...]

**Constats :**

Il a été constaté lors de la visite de septembre 2025 qu'un GRV (Grand Récipient pour Vrac) de contenance 1 m3 contenant une substance liquide potentiellement dangereuse était entreposé sur une plateforme non couverte et non étanche, bouchon de remplissage ouvert, avec absence de rétention et d'étiquetage. L'exploitant lors de la visite n'a pas su justifier de la nature exacte de la substance contenue dans le GRV.

L'exploitant a transmis le surlendemain (le 26/09/2025) à l'inspection des justificatifs (photos) prouvant qu'une action de remise en conformité de ce stockage avait été réalisée : vidange de la substance contenue dans le GRV (eau d'après l'exploitant) dans l'évaporateur qui la traitera comme un effluent de l'installation de traitement de surface.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est rappelé à l'exploitant que cette façon d'entreposer des substances potentiellement dangereuses n'est pas conforme n'étant pas positionnés sur rétention et non étiquetés. Une vigilance est demandée sur ce point.

**Type de suites proposées : Sans suite**